

LES BUREAUX DE POSTE TOUJOURS PARALYSÉS PAR UNE PANNE TECHNIQUE

La cacophonie !

La panne technique survenue mardi ayant entraîné l'interruption du réseau informatique au niveau des bureaux de poste continue, prenant en otage des millions d'usagers à l'échelle nationale. Hier encore, les 3 500 bureaux de poste où sont domiciliés plus de 7 millions de clients étaient paralysés. Algérie Poste rassure, les citoyens, eux, manifestent leur désarroi.

Wassila Zegtitouche- Alger (Le Soir) - L'anarchie ! C'est ainsi qu'on peut qualifier l'ambiance qui régnait hier dans les divers bureaux de poste de la capitale. Bondés de monde, ces bureaux ne pouvaient répondre à la demande. Toutes les opérations de paiement, versements, relevé des opérations, consultations d'avoir ou retraits ont été

ajournées. Cette panne, qui est intervenue les derniers jours de ce mois, coïncidant avec le virement des salaires, a mis à mal des millions de salariés. Mal informés, les usagers se bousculaient devant les guichets, brandissant chèques et pièces d'identité. Des guichets souvent désertés par les agents. Rien ne pouvait calmer l'ire des clients d'Algérie Poste. A la poste du 1^{er}-Mai, un guichetier tentait tant bien que mal à rassurer les usagers, leur expliquant les raisons de la panne. En vain ! Celle-ci se serait produite du Centre national des chèques postaux situé à la place des Martyrs, à Alger, explique le guichetier. Un court-circuit aurait affecté l'armoire électrique qui alimente le réseau, soulignait mardi la chargée de communication au niveau d'Algérie Poste. Devant cette situation embarrassante, les usagers de la poste ont dû



Photo: DF

prendre d'assaut les distributeurs automatiques. C'est la bousculade.

Seulement ces distributeurs ne permettent pas un retrait supérieur à 5 000 DA. Les usagers rencontrés sur place ont fait montre d'incompréhension et d'impatience. Selon certaines indiscrétions, la situation risque de perdurer. L'opérateur, Algérie

Poste, tente de rassurer. Dans un communiqué rendu public, il invite la clientèle à se rapprocher du bureau de poste détenteur de leurs spécimens de signature pour toute opération de retrait au guichet.

En outre, il informe l'ensemble de sa clientèle détentrice de cartes CCP que le retrait sur GAB reste opérationnel.

Algérie Poste se dit désolé de cette panne et tient à s'excuser vivement auprès de sa clientèle pour le désagrément occasionné, tout en la rassurant que les dispositions permettant le rétablissement du réseau postal dans les meilleurs délais ont été prises.

D'ici là, wait and see...

W. Z.

BAÏRI À PROPOS DE L'AMBIGÜITÉ QUI ENTOURE L'ÉVALUATION DU MARCHÉ DE VÉHICULES INDUSTRIELS ET UTILITAIRES «À qui profite cette situation ?»

Le président de l'AC2A, Mohamed Baïri, affirme qu'il est difficile d'estimer l'évolution du marché algérien de véhicules industriels et utilitaires en raison du peu de chiffres communiqués par certains concessionnaires chinois.

Pour le président de l'Association des concessionnaires automobiles algériens AC2A, Mohamed Baïri, qui s'exprimait, hier, lors d'une conférence de presse à l'occasion de la tenue de la 5e édition du Salon international du véhicule industriel et utilitaire prévu pour le 2 octobre, pense que cette situation est à l'origine d'une grande ambiguïté qui entoure ce marché. M. Baïri ne manquera pas de s'interroger : «A qui profite cette situation ?» «Nous avons du mal à évaluer le marché algérien des véhicules industriels et utilitaires, car certains importateurs, surtout de gammes chinoises, ne communiquent pas le nombre d'engins commercialisés», a-t-il souligné. Par ailleurs et concernant cet événement qui se tiendra du 2 au 8 octobre prochain au Palais des expositions de la Safex, à Alger, 33 exposants de droit algérien sont attendus.

Cette 5e édition du genre, et pour laquelle une surface de plus de 15 000 m² a été consacrée, se veut un «rendez-vous entre professionnels et une opportunité pour leur offrir de meilleurs choix et orientations», dira Mohamed Baïri.

Enfin, ce dernier regrette l'absence de la SNVI, et pour la cinquième reprise, malgré les invitations qui lui sont adressées à chaque édition. «Il est dommage qu'un tel fleuron de l'industrie algérienne soit absent à un événement pareil. Mais peut-être que la SNVI a suffisamment de commandes ?», a-t-il ironisé.

Mehdi Mehenni

Le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) annonce une grève de quatre jours à partir du 10 octobre prochain. Selon M. Boudjenah, secrétaire général du syndicat, le mouvement de protestation reprendra à partir du 16 octobre sous la forme d'une grève illimitée si les revendications des travailleurs ne sont pas prises en charge par la tutelle. Les membres du syndicat doivent, cependant, se réunir aujourd'hui avec le secrétaire général du ministère de l'Éducation.

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les syndicats du secteur de l'éducation ont choisi de débrayer et de ne pas attendre les résultats des concertations prévues avec la tutelle.

De ce fait, le SNTE, le Satef et le Snapap ont d'ores et déjà opté pour la protestation à partir du 10 octobre prochain.

«Nous avons épuisé toutes les voies de recours et nous ne croyons

plus aux promesses, les travailleurs du secteur de l'éducation est le parent pauvre de la Fonction publique et donc les plus mal payés», a déclaré hier M. Boudjenah, secrétaire général du SNTE lors d'une conférence de presse tenue hier. Il annoncera, par ailleurs, qu'une lettre sera adressée au président de la République en vue «d'attirer encore une fois son attention sur la situation dramatique

des travailleurs du secteur», a déclaré le secrétaire général du SNTE. «C'est à l'issue de sit-in qui seront organisés devant les directions de l'éducation des wilayas du pays que ces correspondances seront transmises aux responsables concernés», a précisé le syndicaliste. Qualifiant la décision de débrayage de sans appel, M. Boudjenah n'augure pas de changements concernant la situation des travailleurs, et ce, avant même de rencontrer les représentants de la tutelle dans la série de concertations prévues. Il justifie la décision de la base du SNTE par le «ras-le-bol» des travailleurs qui désespèrent de voir se concrétiser les promesses faites précédemment.

Il précisera, de ce fait, que le statut particulier doit être revu dans son ensemble du fait qu'il ne répond

pas aux besoins des travailleurs du secteur de l'éducation. Evoquant le mouvement de grève du 10 octobre, M. Boudjenah prévoit une «paralysie» des activités en raison de sa présence dans les quarante-huit wilayas du pays.

Le syndicaliste avouera ainsi que seule «la pression sur la tutelle» permettra de faire aboutir les revendications des travailleurs.

Les principales revendications du SNTE s'articulent notamment autour de la révision du régime indemnitaire et son adaptation à ceux des autres secteurs, une nouvelle prime pour tous les travailleurs du secteur de l'éducation d'une valeur de 50% du salaire net et la généralisation de la prime d'expérience, selon le salaire net pour l'ensemble des travailleurs.

F.-Z. B.

OULD ABBÈS À PARTIR DE CONSTANTINE : «Aucune grève n'est tolérée»

Alors que les conseils nationaux de plusieurs syndicats du secteur élaborent leurs plans d'actions, annonçant le durcissement des mouvements de protestation pour dénoncer les «tergiversations» de la tutelle quant à leurs revendications, le ministre de la Santé rétorque, lui, sur un ton ferme et menaçant. «Aucune grève n'est tolérée», tonne-t-il à l'endroit des mécontents.

«Il n'y aura aucune grève. Je ne reconnaitrais aucune car tous les problèmes ont été réglés», tonnera-t-il à partir de Constantine où il était hier en visite de travail.

«Concernant les personnels de la santé publique, tous, du professeur docent jusqu'à l'aide-soignante, ont bénéficié d'un statut particulier qui a été publié dans le *Journal officiel*. Avant ils n'existaient pas, maintenant il y'en a 16 en tout». Et le ministre de la Santé, de la Population et de la

Réforme hospitalière de se lancer dans un long rappel des faits concernant «les avancées réalisées en matière d'amélioration de la situation des médecins».

«Avant mon arrivée au ministère, ils réclamaient (les médecins) le salaire de la dignité. Demandez aux médecins, aux spécialistes, lancez-le à l'endroit des journalistes qui l'assaillaient de questions, quel est leur salaire. Maintenant, il y a des salaires qui ont presque doublé. Et ils ont perçu les rappels de trois ans.» Se défend-il, avant de lancer sur un ton ferme «je suis fier au nom de mon pays d'avoir réalisé cette prouesse. Celle de donner le salaire de la dignité. Ils le méritent (les médecins).» Les agréments des distributeurs «inefficace» seront annulés.

S'agissant de la persistance de la crise du médicament dont notamment celle des vaccins, Ould Abbès dira que le problème se situe au niveau des réseaux de distribution, «inefficaces» selon lui. Il précisera à ce titre «que sur les 660 distributeurs agréés par le ministère dans les cinq

dernières années, seuls 280 assurent correctement leurs devoirs». Cela étant, affirme le ministre de la Santé «j'annule les agréments de ces distributeurs. Le métier de distributeur est régi par un cahier des charges». Autrement dit, les agréments des distributeurs «inefficaces» ou n'ayant pas respecté le cahier des charges seront annulés.

Pour ce qui est des vaccins, Ould Abbès a indiqué que les vaccins sont «disponibles en quantité» seulement, explique-t-il «il existe un problème d'organisation. Il faut mettre en place un planning de vaccination et surtout le médiatiser. Car il est impossible d'ouvrir une boîte contenant 40 ampoules pour, en fin de compte, n'utiliser qu'une seule. Ce sera du gaspillage».

Revenant sur la question de couverture nationale en médicament, le ministre s'est dit confiant et rassuré «l'engagement que j'ai pris en arrivant au ministère c'est de garantir 70% de la couverture des besoins par la production nationale. Et vous allez voir, nous allons les dépasser».

Farid Benzaid